MENSUEL N° 33 Mars 1967 - Prix : 0,50 F

La commune

Directeur Marcel BARBU

UNE CAMPAGNE FECONDE

A peu près inconnus dans le septième arrondissement de Paris, il y a un mois, nous pouvions difficilement prétendre franchir la barrière des 10 %, au terme d'une campagne qui, en fait, n'a pas duré plus de onze jours.

Nous n'en remercions que plus chaleureusement les 768 électeurs lucides qui, libérés du mythe du « vote utile », ont eu le courage de voter Marcel BARBU au premier tour.

Ceci dit, il nous est permis de faire le point des résultats de notre campagne électorale dans le septième arrondissement de Paris, seule manière d'en estimer l'opportunité et la fécondité.

NOUS AVONS AUGMENTE LE NOMBRE DE NOS ELECTEURS (+ 63,56 %) :

Si nous comparons les résultats du scrutin du 5 mars 1967 à ceux du 5 décembre 1965 (Présidentielles), et sans torturer aucun chiffre, la progression des voix Marcel BARBU, dans le septième arrondissement, est de 63,56 %... Les partis politiques pavoisent pour moins que cela.

NOUS AVONS « ACCROCHE » LES COUCHES DIRIGEANTES DU SEPTIEME ARRONDISSEMENT :

L'examen détaillé des résultats du scrutin, quartier par quartier, bureau par bureau, montre que, si nous avons recueilli des voix dans toutes les couches de la population, quasi uniformément, quelques « clochers » apparaissent qui donnent à penser que nous avons obtenu une meilleure audience dans la fraction la plus avertie, la plus évoluée de la population du septième arrondissement. Celle-là, précisément, avec laquelle nous cherchions le contact et le dialogue.

On peut choisir de jouer les Spartacus, de prendre la tête des esclaves modernes que sont les travailleurs, les artisans et les pauvres gens, en général et, les ayant dressé contre les possédants, les dirigeants, les cadres, les mener à un combat sans issue et au terme duquel, dans le meilleur des cas, et après de sanglants sacrifices, les pauvres gens n'auront fait que changer de maitres. La preuve n'est plus à faire.

Il est peut être plus fécond de tenter d'ouvrir le dialogue avec les possédants, les dirigeants et les cadres... et de tenter de faire, avec, eux, une « Révolution sans perdants » que l'on ne fera pas sans eux et encore moins contre eux.

Bien sûr, on les dit sans cœur, incapables de comprendre... et l'on ne propose que de leur briser le crâne. Comment s'étonner, après cela, qu'ils se méfient, se barricadent et tirent sur tout ce qui bouge.

Il est bien vrai que l'argent et le pouvoir déssèchent les cœurs et que, parmi les puissants et les possédants, le langage du cœur n'est pas très écouté.

Mais il faut admettre que puissants et possédants ne sont pas les plus démunis d'intelligence et de savoir, loin de là. Et, quoi qu'en disent les démagogues professionnels, la puissance et la richesse sont souvent les conséquences de l'intelligence et du savoir et aucune révolution ne pourra se faire sans intelligence et sans savoir.

Nous croyons donc que, là encore, notre objectif a été atteint et que l'une de nos tâches les plus pressantes va consister à identifier nos électeurs, nos sympathisants et à organiser avec eux un dialogue suivi. Dialogue que nous tenterons ensuite d'élargir au plus grand nombre possible de citoyens du septième arrondissement, qu'ils aient ou non voté pour Marcel BARBU, pour aboutir, finalement, au dialogue avec le député du septième arrondissement, quel que soit celui que désigneront les électeurs... et quelque difficulté que nous puissions rencontrer dans cette tâche.

NOUS AVONS PRIS UN LARGE CONTACT AVEC LA JEUNESSE ESTUDIANTINE :

Osons dire que parmi les fruits de notre campagne, celui-là nous semble le plus important et le plus gonflé de promesses.

Spontanément, dès le début de la campagne, un contact des plus sérieux s'est établi entre nous et un nombre de plus en plus grand d'étudiants. Certains « accrochaient » Marcel BARBU sur le trottoir, par petits groupes de trois ou quatre. D'autres venaient s'asseoir dans sa caravane, d'autres venaient s'installer à ses côtés, dans sa voiture... D'autres l'invitaient à boire « un pot », ce qui transformait immédiatement tel « bistrot » en une salle de réunion, peuplée d'un public qui, capté par le sujet, par les questions et les réponses, oubliait de consommer... pour le plus grand dam des garçons de café.

suite page 2

DEUX CONSEILS DE MARCEL BARBU AUX ELECTEURS DU 7e ARRONDISSEMENT

Jacques MER ?
ou FREDERIC-DUPONT ?

Votez...
et votez, pour le plus libre !

Avant toute chose, il importe de clarifier une situation que la présence de M. COUVE DE MURVILLE dans la compétition a totalement faussée.

Ce dimanche 12 mars 1967, vous allez désigner votre député à l'Assemblée Nationale pour les cinq prochaines années.

Un artifice tend à vous faire croire que les deux candidats en présence sont M. COUVE DE MURVILLE et M. FREDERIC-DUPONT. Or, il n'en est rien et il faut mettre fin à ce mensonge qui est une insulte aux institutions et n'honore pas ceux qui l'utilisent.

EN VERITE, LES DEUX CANDIDATS QUI S'OFFRENT A VOS SUFFRAGES SONT :

D'UNE PART, M. JACQUES MER, U.N.R.,
D'AUTRE PART M. Ed. FREDERIC-DUPONT.

Que M. Jacques MER, pendant les jours de la Mi-Carême, se soit paré du masque de M. COUVE DE MURVILLE, passe encore. Mais en ce dimanche de la Passion que sera le dimanche 12 mars, il sied à ces deux candidats qui se disent, l'un et l'autre, bons chrétiens, de se présenter aux électeurs sous leur vrai visage et en toute vérité.

Ceci rappelé, et compte tenu de ce que, en politique, il faut toujours être présent et choisir, voici les deux conseils que je crois devoir donner aux électrices et aux électeurs du 7e arrondissement, puisque j'ai eu l'honneur de me présenter à leurs suffrages au 1er tour et que, par ma campagne électorale, j'ai pesé sur leur choix et, par là, sur leur destin :

1° — VOUS DEVEZ VOTER :

Pour beaucoup, la grande tentation, devant une telle situation, est de s'abstenir. Mais l'abstention est une lâcheté, un suicide civique et fait de chaque « abstentionniste » un véritable « Criminel de Paix » responsable des désordres qui sont l'inévitable conséquence de la démission civique : donc, voter est un devoir absolu.

2° — VOUS DEVEZ VOTER POUR LE PLUS LIBRE

Par conviction personnelle, mais aussi en raison des encouragements que j'ai reçus, non seulement de mes propres électeurs, mais aussi d'un nombre considérable de personnes qui m'avouaient ne pouvoir voter en ma faveur, je vais poursuivre mes efforts en vue d'organiser, dans le 7e arrondissement de Paris, le dialogue constant entre les citoyens et leur représentant à l'Assemblée Nationale, en dehors de toute obédience politique.

Ceci me conduit à vous conseiller de voter pour le plus libre des deux candidats :

— Pour celui qui vous semble jouir de la plus grande liberté de pensée et d'action. Pour celui qui pourra exprimer, à l'Assemblée la pensée de son corps électoral, sans avoir à se soumettre aux ordres de l'appareil d'un parti, irresponsable devant l'électeur.

— Pour celui qui vous semblera le plus apte à accepter le dialogue permanent avec les électeurs organisés.

— Pour celui qui vous semblera le plus disponible, le plus accessible.

Comme il n'est pas dans ma manière de me dérober à mes responsabilités, quoi qu'il puisse m'en coûter dans le régime actuel, j'irai jusqu'au bout de ma pensée et je précise :

Il ne me semble pas que M. Jacques MER jouisse d'une liberté politique suffisante pour être, à l'Assemblée, le représentant fidèle d'un corps électoral pluraliste, librement organisé et ne dépendant d'aucun parti politique.

En conclusion :

JE NE PENSE PAS QUE VOUS AYEZ INTERET A VOTER POUR M. JACQUES MER.

Marcel BARBU

UNE CAMPAGNE FÉCONDE *Suite de la première page*

En ce domaine, deux sommets ont été atteints : l'un, le 2 mars, avec la très vivante réunion de « l'ASSOCIATION DES JEUNES POUR LA CONNAISSANCE DE L'ETAT », l'autre, le 3 mars, avec la rencontre, « Chez Basile », d'un certain nombre d'élèves de « SCIENCES-PO ». Ce n'est qu'après 2 h 30 de débats passionnants et passionnés que Marcel BARBU pût mettre fin à cette dernière rencontre... et encore parce que l'heure de la réunion électorale suivante avait sonné.

Nous nous sommes promis de nous revoir en vue d'étudier et réaliser ensemble... Car toute cette jeunesse a faim d'un idéal et d'une action et elle a bien senti que Marcel BARBU lui proposait l'un et l'autre.

N'oublions pas que ces jeunes gens accèderont rapidement aux leviers de commande de l'Etat. C'est eux qu'il faut convaincre. Eux seuls, du reste, peuvent vraiment comprendre des idées nouvelles et les appliquer. Ils ne sont pas encore sclérosés par l'esprit de parti, par les dogmes politiques, sociaux, économiques, etc.

Une fois de plus, soyons sensibles au fait que d'ici cinq ou six années, le corps électoral se sera renouvelé pour 50 % au moins... Tous ces jeunes, nés après la Libération, vont accéder à la citoyenneté et vont décider du monde qu'ils veulent bâtir, dans lequel ils vont devoir vivre et qui ne sera ni celui de nos pères, ni celui de la Ve République.

NOS IDEES, NOS REALISATIONS ET NOS PROJETS ONT SUBI, AVEC SUCCES, L'EPREUVE DE LA CRITIQUE PUBLIQUE :

Chacun sait avec quelle férocité les contradicteurs attaquent, dans le climat passionné d'une campagne électorale. Or nos réunions électorales ont été très suivies et très studieuses. Nous n'avons pas quitté un seul auditoire qui ne se soit déclaré d'accord avec nos idées, nos réalisations et notre programme. Les contradicteurs « professionnels » eux-mêmes finissaient par ne plus savoir que dire. L'auditoire de l'un des concurrents de Marcel BARBU a même chaleureusement applaudi ce dernier, invité à porter la contradiction.

Peut-on imaginer qu'avoir semé nos idées dans de telles conditions et durant toute la campagne électorale demeurera sans effets ?

Pour un peu, nous arrêterions ici le bilan de notre campagne électorale. Cependant, nous nous devons d'énumérer quelques fruits qui pour n'être que secondaires par rapport à l'objet principal, ne manquent cependant pas d'intérêt, nous voulons parler des incidences de notre intervention dans la dernière compétition sur le plan purement électoral.

NOUS AVONS DEMYSTIFIE LES ELECTEURS DU SEPTIEME QUANT A LA PSEUDO CANDIDATURE COUVE DE MURVILLE

Nous sommes à peu près les seuls à avoir lutté clairement et énergiquement contre la mystification que constituait la pseudo candidature COUVE DE MURVILLE et à démontrer que le vrai et seul candidat était Monsieur Jacques MER. Il est évident qu'un bon nombre d'électeurs ont tenu compte de cette réalité, le 5 mars, et le manifesteront sans doute, plus nombreux encore, le 12 mars.

NOUS AVONS MIS LES « ELECTEURS DE GAUCHE » DU SEPTIEME ARRONDISSEMENT DANS L'OBLIGATION DE PRENDRE LEURS RESPONSABILITES :

A coup sûr, nous sommes partiellement responsables de l'échec de M. MERCIER (F. G. D. S.) qui aurait pu obtenir les 10 %, mais n'avait aucune chance d'être élu.

Nous nous félicitons de son élimination en ce qui elle va obliger les états-majors communistes et F. G. D. S. à prendre position et leurs électeurs à assumer leurs responsabilités.

Il est trop commode, pour les membres d'un grand parti, et grâce au maintien d'une candidature sans espoir, de se dispenser d'un choix désagréable et difficile tout en conservant le droit de donner les verges à tout le monde en se réclamant d'une pureté qu'on se garde bien de mettre à l'épreuve.

Ils nous est permis d'attendre avec curiosité et intérêts les conseils que donneront à leurs électeurs M. MARQUIS, communiste, et M. MERCIER, F. G. D. S.

D'autres résultats ont été obtenus qui nous apportent quelques satisfactions personnelles, encore qu'ils constituent un encouragement pour tous les citoyens désireux de résister à l'arbitraire, aux abus de pouvoir et à la grande conspiration de la presse et des divers organes d'information du public.

A tous points de vue, cette campagne a été bonne et les mois, les années qui viennent ne manqueront pas d'en affirmer la fécondité.

La Commune

REVUE DE

La campagne électorale de Marcel BARBU dans le 7e arrondissement, de même que sa candidature aux élections présidentielles, a été évoquée par l'ensemble de la presse. Dès l'annonce de sa candidature, sous le titre « BARBU s'en prend cette fois à COUVE », PARIS-PRESSE écrit :

« Marcel Barbu a décidément une prédilection particulière pour les candidatures-surprises. Comme pour les élections présidentielles de 1965, l'ancien candidat à l'Elysée a attendu la dernière minute pour se faire inscrire.

« Autre surprise, le candidat des « chiens battus », comme il s'est appelé lui-même, qui avait été élu triomphalement député de la Drôme à la Constituante de 1946, se présente cette fois contre Couve de Murville et Frédéric-Dupont, dans le 7e arrondissement où ses chances sont minimes. Aux présidentielles, il n'avait obtenu dans cet arrondissement que 450 voix. Son score sur la France avait été de 277.644 voix.

« M. Barbu nous a expliqué lui-même les raisons de son choix.

— Pourquoi ai-je choisi le 7e ?

— Surtout, parce qu'il est l'arrondissement de M. Couve de Murville. J'ai décidé d'interpeller au niveau le plus haut. J'avais d'abord pensé me présenter à Saint-Flour contre M. Pompidou. Mais j'ai craint l'éloignement, le parachutage. D'autre part, il est fort possible que M. Couve de Murville soit appelé à remplacer M. Pompidou comme premier ministre.

— Pourquoi ne vous êtes-vous pas présenté contre M. Roger Frey dans le 12e, auquel vous vous êtes souvent attaqué pendant les présidentielles ?

— Je continuerai à dénoncer les « cadeaux » qu'il me fait, mais je ne me présente pas pour me venger. A dire vrai, M. Frey ne m'intéresse pas ; pas plus que M. Pompidou il ne représente l'avenir. »

M. Bernard Lagrange, dans LA MANCHE LIBRE, exprime la même opinion (nos lecteurs pourront lire par ailleurs la lettre du maire de Sannois, M. Cancelier, qui répond à certaines accusations de « parachutage » lancées contre Marcel Barbu) :

« C'est tout juste si quelques candidatures plus ou moins imprévues ont, en dernière heure, eu leur petit succès d'originalité ; pas toujours du meilleur aloi, il faut le dire. Passe pour M. Marcel Barbu — candidat malheureux mais sympathique à la présidence — qui va affronter M. Couve de Murville dans le VIIe arrondissement de Paris. Personne ne dénie à M. Barbu le droit de rencontrer à nouveau l'électorat, alors qu'il l'a fait dans de plus périlleuses conditions. Mais le choix du lieu est bizarre. Pourquoi ne pas rester dans sa banlieue-nord, en se mesurant avec quelque représentant de la gauche officielle qu'il pouvait, du moins, combattre à armes égales ? Après tout, c'est l'affaire de M. Barbu et celle des électeurs. »

Dans LE FIGARO, M. Christian Lambert notait, quant à lui :

« Le septième est l'arrondissement-vedette de la prochaine consultation. M. Marcel Barbu l'a bien compris en venant s'y présenter. Certes, ce n'est pas avec les 450 voix (sur 47.296 votants) qu'il a obtenues aux élections présidentielles que l'ancien candidat à l'Elysée peut espérer avoir une influence sur le duel que disputeront les ténors. Mais peut-être pourra-t-il profiter de quelques rayons des projecteurs qui seront braqués, l'espace d'une campagne électorale, sur ce quartier, pour livrer son « message. »

Le choix d'une permanence électorale ambulante par Marcel Barbu devait susciter de nombreux commentaires. Voici comment PARIS-JOUR a relevé cette initiative.

« Fini les réunions sous les préaux ! Marcel Barbu, le candidat des « chiens battus » des élections présidentielles, innove. Il tient sa permanence dans une caravane installée avenue de La Motte-Picquet. De temps à autre, il sort de son domicile ambulant et descend dans la rue pour discuter avec quelques-uns de ses électeurs. Ce système a cependant un inconvénient : celui de se voir dresser des contraventions pour affichage en dehors des panneaux électoraux...

Beaucoup de jeunes ont suivi la campagne avec le plus vif intérêt. Marcel Barbu devait s'adresser à deux reprises à un public composé d'étudiants. M. Gérard Marin, dans Le Figaro, a ainsi relaté l'une de ces réunions tenue à l'invitation de « l'Association des jeunes pour la connaissance de l'Etat » :

Avec un beau courage, M. Marcel Barbu a quitté, hier soir, sa roulotte pour descendre dans la cage aux fauves...

Au cœur de Saint-Germain-des-Prés, il affrontait un auditoire de moins de vingt-cinq ans, étudiants et lycéens réunis par l'Association des jeunes pour la connaissance de l'Etat.

Eh bien ! contre toute attente, les lionceaux n'ont pas dévoré ce dompteur alléchant et débonnaire. J'ai même cru qu'ils n'allaient même pas rugir !

Au début, c'est une classe bien sage qui écoute avec curiosité, avec intérêt même, un « pion » sympathique, simple d'abord et libre de propos, émaillant le récit de sa vie peu ordinaire de boutades et de bonnes formules.

L'ex-candidat à la présidence de la République sait d'ailleurs d'entrée mettre à l'aise ses potaches, garçons et filles.

— Approchez, mes enfants, je ne mords pas... et ne vous gênez pas pour tirer sur le pianiste. J'ai la peau dure !

Et puis, brusquement, l'assistance ouvre le feu : « Que pensez-vous du duel Mitterrand-Pompidou ? Etes-vous pour l'armement atomique ? Quelle est votre opinion sur la politique étrangère ? Sur la guerre du Vietnam ?... »

M. Barbu répond très sérieusement à je ne sais plus laquelle de ces questions, ou peut-être à toutes :

— C'est parce que la situation est grave que je suis là...

— Vous présentez-vous pour des raisons publicitaires ? interrogent d'autres jeunes interlocuteurs.

— Crier au secours quand on se noie en mer, est-ce de la publicité ? rétorque, superbe, le « Candide » de Sannois, sous les applaudissements. En tout cas, mes électeurs sont fixés. Moi, je ne vends pas du « oui, mais Barbu » ou du « oui non Barbu ».

LE MONDE, sous la signature de M. André Passeron, dans un style mi-ironique, mi-sérieux, fait écho en ces termes à la rencontre improvisée de Marcel Barbu avec les étudiants de Sciences politiques :

« Chez Basile », le bistrot de la rue Saint-Guillaume, où tant de générations d'élèves des « sciences po » ont, devant des jus de fruits, jugé de la valeur comparée des maîtres — leurs anciens — qui, de l'autre côté de la rue, leur apprenaient à devenir de grands commis de l'Etat, des responsables de l'économie, ou encore de futurs ministres, on n'avait jamais tenu encore de réunion électorale.

Or, vendredi, c'est là que l'ancien ouvrier horloger, le fondateur des communautés ouvrières, qui fit irruption il y a quinze mois dans la campagne présidentielle et qui se présente contre M. Couve de Murville dans le septième arrondissement, M. Marcel Barbu, avait convié à un débat les étudiants de l'école voisine.

Prolixe, sincère, direct, naïf, beaucoup plus à l'aise qu'à la télévision, M. Barbu a, durant plus de deux heures, parlé de tout, devant un auditoire où la curiosité et l'intérêt le disputaient souvent à l'ironie, mais où se trouvaient, à coup sûr, bien peu d'électeurs de cette circonscription qui lui donna le 5 décembre 1965, 450 voix.

Interrogé sur l'amendement Vallon, il assure tout d'abord que « de Gaulle aime le peuple à sa manière. C'est pourquoi il a sauté sur la première proposition qu'on lui a faite. Mais Pompidou a dit « non et non ». C'est ce qui a provoqué une baisse de température dans leurs rapports. Aussi je suis convaincu que les prochains mois nous verrons Pompidou rompre avec de Gaulle. Cela entraînera un changement de gouvernement et c'est Couve de Murville, un homme plus souple, qui prendra la tête du cabinet ».

On en profite pour lui demander ses intentions pour le deuxième tour. L'œil malicieux, mais le ton décidé, il réplique sans hésiter :

PRESSE

« *Je demanderai à Couve de Murville de se désister en faveur de Barbu. Couve de Murville est un faux candidat, pour faire passer Jacques Mer, le député sortant, qui est son suppléant. Or, j'ai cherché en vain en quoi M. Mer a transformé la vie de la France. Il n'a donc aucune qualification à se mêler au jeu législatif. Moi, je suis beaucoup mieux qualifié que lui.* » *Quant à M. Frédéric-Dupont, c'est « un parfait conseiller municipal. . . .*

Lorsqu'une question l'embarrase, M. Barbu s'excuse et se plaint : « *Que voulez-vous, je n'ai pas les dossiers, moi. On me cache tout !* »

Il réplique à un contradicteur : « *Vos professeurs ont dû vous apprendre que l'utopie cesse quand les projets sont réalisés* ».

Mais M. Henri Marque, dans PARIS-PRESSE écrit :

« *La consultation a enfin achevé d'éliminer les candidats marginaux. M. Barbu, qui avait choisi la vitrine de la bataille Couve-Frédéric-Dupont pour satisfaire à une besoin de publicité qui frise l'exhibitionnisme, se ridiculise avec moins de 800 voix. Les dissidents du gaullisme n'ont guère été plus heureux dans l'ensemble, pas même le plus connu d'entre eux à Paris, M. Moscovitch.* »

Nous avons été extrêmement surpris de cette réflexion de M. Henri Marque qui, pour avoir une telle opinion, n'a jamais du assister aux réunions de Marcel Barbu et ne semble pas connaître son action communautaire et civique, sa vie toute faite de dévouement à ses semblables.

Lorsqu'on voit sur les panneaux publicitaires les portraits géants des leaders politiques, et aussi du général de Gaulle, on se demande bien de quel côté est l'exhibitionnisme. Mais celui-là, M. Marque ne le dénonce pas.

DÉPARTEMENT
DU VAL D'OISE

ARRONDISSEMENT
DE PONTOISE

CANTON
DE GONESSE-EN-PARISIS

TÉLÉPH. : 961 20-39

RÉFÉRENCE A RAPPELER :
AC/EG

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE SANNOIS

Le 1er Mars 1967 19

Monsieur Marcel BARBU
44 rue du Mal Foch
95 - SANNOIS

Cher Monsieur,

J'ai reçu avec le plus vif plaisir votre lettre du 28 Février car vous savez quel prix j'attache à votre estime.

Je me souviens toujours comment nous avons pu, il y a presque 15 ans, rattrapper ensemble la construction de cette cité d'urgence de SANNOIS qui rend de si grands services.

Ceux qui la critiquaient le plus en y voyant des "taudis neufs" sont bien contents de son existence !

Elle marqua le début de nos rapports et j'espère que nous pourrons encore faire ensemble du bon travail pour le bien commun et en particulier pour loger les gens malgré la bêtise officielle.

Je vous souhaite par dessus tout de pouvoir continuer vôtre tâche car vous êtes un des rares à pouvoir vous flatter de procurer à nos concitoyens un logement conforme à leurs désirs et à des conditions acceptables.

Si vous pouviez entrer au Parlement, nul doute que vous y apporteriez un souffle d'indépendance salutaire et créatrice.

C'est pourquoi, je vous souhaite l'honneur de battre le ministre-candidat.

Veuillez agréer, Cher Monsieur BARBU, l'assurance de mon amicale estime.

LE MAIRE,

L'ASSEMBLÉE DE LA DERNIÈRE CHANCE (Suite de la page 4)

telle sorte que vous puissiez participer à mon travail, élaborer avec moi les réponses à apporter, etc.

En somme, je m'engage à établir, entre nous, le plus rapidement possible, ces structures de dialogues et de libre participation que je propose d'installer progressivement dans tout le pays.

Je me permettrai seulement, ne serait-ce que pour vous faire percevoir les lignes de force de mon action, d'énumérer brièvement quelques points précis sur lesquels je vous proposerai de faire porter nos efforts :

1° — Amnistie totale et inconditionnelle des séquelles de nos luttes politiques passées. La réconciliation des Français passe inévitablement par là.

2° — Organisation de la Défense des Droits de l'Homme et du secours à toute personne ou toute communauté en danger.

3° — Mise à la disposition de tous les anciens candidats à la Présidence de la République des moyens d'expression publics (O.R.T.F.), parce qu'ils représentent, qu'on le veuille ou non, toutes les nuances de l'opinion publique française.

4° — Adoption du « Referendum d'Initiative Populaire » (assorti des moyens d'en empêcher l'abus »).

5° — Organisation de la recherche expérimentale en matière politique, administrative, économique et sociale.

6° — Libération réelle de la femme (qui ne passe pas seulement par la liberté de procréer), par l'institution de « l'Aide Familiale à Domicile », organisée et prise en charge par la collectivité, en fonction du « meilleur service » à attendre de chaque femme.

7° — Attribution de la personnalité morale au « foyer », en vue d'en faire la collectivité de base de l'Etat nouveau. Elaboration d'un « Code du Foyer ».

8° — La mise en œuvre d'une politique du logement fondée :

a) sur l'idée que la propriété de son logement est la garantie fondamentale des libertés et des droits de l'homme et de son foyer.

b) sur la moralisation de l'aide au logement, par des mesures simples, claires, efficaces (et déjà expérimentées), permettant d'aider le mal-logé, sans le remplacer, et en veillant à ne pas faire de lui un détrousseur de l'épargne qui s'ignore.

c) sur un arbitrage loyal et réaliste des intérêts en présence (propriétaires de terrains, architectes, promoteurs, entrepreneurs, usagers), de telle sorte qu'aucun des partenaires n'étant lésé, la loi puisse être appliquée dans toute sa rigueur.

9° — Une sécurité sociale organisée au niveau des communautés de base :
— assurant des prestations plus importantes ;
— pour un prix de revient moins élevé ;
— et libérant les usagers de sa « paperasserie tracassière ».

10° — Etude et essai de nouvelles modalités de répartition du revenu national, par la mise en place de la « Sécurité Economique », organisée au niveau des communautés de base et qui sera, à la répartition du revenu national, ce qu'est la Sécurité Sociale dans le domaine des soins et de la santé.

Cette mesure libèrera nos enfants, nos étudiants, nos malades, nos diminués physiques, nos vieillards, de l'humiliant complexe d'assistance que font peser sur eux, actuellement, les innombrables organismes tracassiers auxquels ils doivent faire appel pour subsister souvent misérablement.

11° — Libération des Français du « cancer administratif » qui absorbe 75 % de leurs énergies en activités stériles et décourageantes, interdisant finalement à quiconque de faire son vrai métier, tout occupé qu'il est à chercher comment vivre malgré la loi et malgré les tracasseries administratives (décentralisation des responsabilités et des pouvoirs).

Marcel BARBU

Ci-contre, reproduction, avec l'autorisation de l'auteur, d'une carte postale éditée par L.P.A.M. à CHANTERELLE (Cantal).

Ce sujet a pour nous une histoire :

Après la publication des résultats du scrutin du 5 décembre 1965 (élections présidentielles). Marcel BARBU a reçu l'une de ces cartes portant la suscription ci-après :

« Avec l'espoir que la valeureuse et héroïque campagne de M. Marcel BARBU portera tous ses fruits. »

Une électrice de 69 ans ! 8-12-65.

Cette carte, signée Y.C., qui illustre si bien le sens de notre effort, était accompagnée d'une lettre que nous publions, sans y retrancher rien d'autre que le titre du journal mis en cause par la signataire dont nous tairons le nom.

Il est vrai que certaines choses ne sont comprises que des jeunes enfants, des personnes âgées et des simples et que, dans la force de l'âge, beaucoup sont étouffés, aveuglés par leur suffisance... Ils ont des yeux et ne voient pas... des des oreilles et n'entendent pas... Ils sont trop malins, trop importants, trop pressés... S'arrêteront-ils à temps ?... Voici le texte de la lettre :

« *Monsieur,*

« *Lectrice du ... depuis plus de 40 ans (d'autres gazettes aussi...), j'ai été si indignée d'un court article paru à votre sujet que j'ai déchargé mon ire en écrivant à l'auteur... qui se croyait très malin et qui n'est qu'un imbécile pour juger le courage. J'ai été ravie de vos critiques au journal, soit dit en passant. On rencontre bien rarement un homme de votre cœur et de votre caractère dont la persévérance, l'amour de charité, la foi dans son œuvre ont fait braver obstacles et humiliations.* »

« *... et puisque notre général aime la « grandeur », il aura su, je pense, apprécier la vôtre.* »

« *En ce jour du 8 décembre j'invoque l'Immaculée pour qu'elle continue à vous soutenir et que l'immense intérêt que vous avez suscité dans le pays fasse tache d'huile ; que les rieurs fassent leur* mea culpa *et que devant vous s'ouvre, large, la voie des réalisations.* »

« *Honneur à vous, cher Monsieur, et la profonde admiration d'une grand-mère et de son entourage.* »

Signé : Y. C.

P. S. — « *Après l'envoi de ma lettre au ....., j'ai pris connaissance de l'article du Pasteur Richard-Mollard et j'ai été bien heureuse de me savoir en si bonne compagnie !* »

L'ASSEMBLEE DE LA DERNIERE CHANCE

Bien que ce numéro de « La Commune » soit en raison de la candidature de MARCEL BARBU spécialement destiné aux habitants du septième arrondissement de Paris, il sera normalement diffusé à tous les abonnés et lecteurs habituels de notre périodique.

C'est pourquoi il nous a semblé utile de publier le texte principal de la campagne électorale de MARCEL BARBU, candidat aux élections législatives de mars 1967, dans la cinquième circonscription (septième arrondissement) afin de rendre ce numéro intelligible à l'ensemble de nos lecteurs.

SUR LE CHOIX DU 7e ARRONDISSEMENT, MARCEL BARBU S'EXPLIQUE AINSI :

« Vous constituez, Françaises et Français du septième arrondissement, un corps électoral exceptionnel en France, par le nombre des hommes de grande valeur et de hautes responsabilités qu'on y dénombre.

« Plus que d'autres, vous êtes à même de comprendre une idée nouvelle, d'en saisir l'essentiel et la portée.

« Si vous estimez une idée juste et une action raisonnable, je vous crois capables de régler votre comportement en conséquence.

« C'est pourquoi j'ai choisi de présenter ma candidature dans la cinquième circonscription.

« Bien que les électeurs soient consultés par circonscription, ce n'est pas de vos intérêts locaux qu'il sera question, les 5 et 12 mars prochains, mais bien du destin du pays.

« L'homme auquel vous confierez le mandat de vous représenter à l'Assemblée Nationale aura donc pour premier devoir de penser et de prendre des responsabilités en fonction de l'intérêt national et non « en fonction de l'état des caniveaux du septième arrondissement. »

NE NOUS LAISSONS PAS DISTRAIRE DE L'ESSENTIEL

On parle beaucoup trop, en France, de politique extérieure, tant à droite qu'à gauche. Il s'agit-là d'une fuite devant les problèmes intérieurs français qui, eux, sont des problèmes prioritaires et dont la solution ne dépend que de nous

Ce n'est pas ou ce n'est plus la France qui influence la marche du monde. Que les Français soient pour le maintien ou le départ des troupes américaines du Vietnam n'a absolument aucune influence sur les événements.

On force les Français à se diviser sur une politique extérieure qui n'a pas de signification puisque Russes et Américains n'en tiendront jamais compte. Un exemple : si, d'aventure, la France décidait de rallier le camp de l'Est, il est extrêmement probable que les Russes refuseraient ce cadeau pour ne pas devoir reconsidérer leurs rapports d'équilibre avec les Américains.

Et de quel poids peut peser une position dite « de la France », et donc « des Français », si le Gouvernement, en fait, n'exprime que sa seule opinion et non celle de son peuple. Ce peuple mal informé est, à cause de cela, incapable de juger autrement que sentimentalement. L'étranger ne s'y trompe pas. Il supporte nos incartades, en attendant le prochain Gouvernement.

Avant de parler au nom du peuple français, à propos d'options graves, il faut avoir l'honnêteté de l'informer loyalement et prendre la peine de le consulter sans ruser.

La politique étrangère n'est citée ici qu'à titre d'exemple. Mais cette critique vaut dans tous les domaines. Nos structures ne sont pas des structures de dialogue, de consultation et de participation, bien au contraire. Et tant qu'il en sera ainsi, il est vain de prétendre apporter, à quelque problème que ce soit, une solution sérieuse, ressentie comme telle par la grande majorité des français et susceptible, en conséquence, d'être appliquée par eux avec enthousiasme. Il faut rendre aux Français le respect, le goût des affaires publiques, la faim d'une vraie grandeur nationale, fondée sur une communauté d'idéal et sur une évidente communauté d'intérêts.

PREMIER PROBLEME :

Le premier problème qui se pose à notre pays, c'est celui de la réconciliation de tous les Français et de leur coopération à une même œuvre exaltante : inventer, essayer, proposer, mettre en place les structures de ce nouveau monde dans lequel nous vivons déjà, sans parvenir à en maîtriser l'exubérance, faute de structures appropriées.

Il est vain de prétendre apporter, à quelque problème que ce soit, qu'il s'agisse d'affaires intérieures ou extérieures, une solution sérieuse, ressentie comme telle par la majorité des Français et susceptible, en conséquence, d'être appliquée par eux avec enthousiasme, aussi longtemps que l'on n'aura pas mis en place des structures d'information, de dialogue, de consultation et de participation leur permettant de s'exprimer librement, en connaissance de cause et avec quelque chance de peser sur les décisions du pouvoir.

NOS FORMATIONS POLITIQUES TRADITIONNELLES NOUS CONDUISENT A LA GUERRE CIVILE

Cependant, aucune de nos formations politiques n'a su imaginer un autre univers que celui dans lequel nous vivons et dont tous dénoncent l'inadaptation aux conditions de vie et aux aspirations de l'homme moderne.

Nos dirigeants politiques ne savent que se reprocher mutuellement leur passé. Pour ce qui est de l'avenir, ils ne nous proposent que des idées anciennes, absolument vidées de tout contenu. A quelques nuances près, tous les programmes se ressemblent... sans qu'aucun nous expose ses modalités de réalisation.

Les diverses formations politiques ne se disputent le pouvoir qu'à coups d'astuces, de roublardises, de publicité, d'injures... et pour s'en servir, finalement, de la même manière que leurs prédécesseurs.

A ce jeu s'organisent et se fortifient deux blocs qui, le jour où le pouvoir tombera des mains du général de Gaulle, risquent de nous entraîner dans une guerre civile dont nul ne peut prédire l'issue.

UNE PETITE CHANCE D'EVITER LE PIRE SUBSISTE CEPENDANT

Une faible chance d'éviter le pire s'offre à nous : savoir utiliser à fond le temps qui nous sépare du départ du général de Gaulle.

Le général de Gaulle détient le pouvoir. Il sait s'en servir et il a décidé de régler « le social » avant de disparaître de la scène politique. Voilà une conjoncture intéressante.

Il n'est pas question, ici, de se prononcer pour ou contre le général de Gaulle, mais de constater un ensemble de faits dont il est possible de tirer le meilleur parti.

Le Président de la République, dans son discours de fin d'année, nous a publiquement fait savoir qu'il entendait aborder et régler, sans plus attendre, ce qu'il appelait le « social »... Entendons par là le souci de donner aux travailleurs leur juste place dans l'entreprise, aussi bien que dans l'administration et le gouvernement du pays, aussi bien, que leur juste part dans le revenu national.

Aucun citoyen, aucun parti ne pourrait désapprouver de tels objectifs. Cependant, on est en droit de redouter qu'un aussi vaste projet, s'il est mal pensé ou mal orienté, n'aboutisse qu'à précipiter l'explosion sociale tant redoutée des uns, tant attendue des autres.

Le désir du général de Gaulle de régler « le social » l'a conduit à adopter la première idée généreuse qui s'est offerte à lui, je veux parler de l'association « Capital-Travail », qui figure à son programme depuis 1946 et dont, pour ma part, je pense qu'elle ne peut conduire qu'à une dangereuse impasse.

Le peu que le Général a laissé percer de ses intentions dans ce domaine a suscité immédiatement l'opposition du monde de la finance, des syndicats ouvriers et patronaux... des partis politiques de gauche comme de droite. Hommes publics de gauche et de droite, tous manifestent leur méfiance et même leur hostilité envers ce projet.

Il est permis de prévoir que si le Général de GAULLE persiste dans cette voie — et quiconque le connaît peut affirmer qu'il persistera —, de sérieux conflits politiques et sociaux éclateront dès les prochains mois... avec leurs redoutables conséquences sur l'économie générale du pays et sur la paix publique.

« Le social » ne semble pas être le génie particulier du Général de GAULLE, ni de son entourage, et l'on voit mal comment le Président de la République et son Gouvernement vont pouvoir maîtriser la situation révolutionnaire qu'ils risquent de créer.

RAISONS DE MA PRESENCE DANS LA COMPETITION

« Le social » ne se règle pas seulement avec de bonnes intentions. Cette matière a son génie propre, sa sensibilité propre... ses techniques propres et, faute de les posséder, le Général peut conduire la France au pire des chaos économiques, au chômage, à la ruine générale, à la guerre civile... dont on ne sait sur quoi elle déboucherait.

Si, au contraire, quelques hommes compétents, expérimentés, consacrés à ce genre de problèmes, entrent au Parlement, on peut encore espérer qu'il sera possible, avant le départ du Général de GAULLE, d'ouvrir la voie à de profondes et fécondes réformes de structures, susceptibles de redonner aux Français l'espoir et l'enthousiasme sans lesquels rien de grand ne peut être entrepris et encore moins réalisé, surtout dans notre pays.

Et c'est là tout le sens de mon intervention dans la présente compétition électorale.

J'ai derrière moi toute une vie consacrée à la recherche de réponses satisfaisantes au problème que le Général qualifie globalement de « social ».

Il ne m'est pas possible d'exposer, en quelques lignes, les solutions que je préconise et qui ont déjà reçu la consécration du succès. Je ne pourrai qu'en ébaucher les grandes lignes au cours des conférences publiques que je tiendrai ces prochains jours.

Dans tous les domaines où doit porter notre effort : politique, administratif, économique, social, il est possible d'apporter, à tous les hommes et à tous les problèmes, des réponses pleinement satisfaisantes.

En un mot, il s'agit de démontrer que les objectifs qui, dans le fond, sont communs à tous les hommes, peuvent, à partir d'une certaine optique et de certaines structures, recevoir des solutions humaines et efficaces.

Il faut convaincre nos compatriotes, avant le départ du Général de GAULLE, de ce qu'une « Révolution sans perdants » est possible si l'on est capable de faire tomber les peurs et les méfiances réciproques.

Au risque de paraître manquer de respect, disons qu'il s'agit de réconcilier « la tête et les jambes » qui ne songent actuellement qu'à s'assujettir, voire à s'anéantir réciproquement.

Quoi qu'en disent les formations politiques, aucune solution ne peut être espérée qui ne passe d'abord par la réconciliation, par l'étroite coopération de « la tête et des jambes », chacun à sa place, libre, respecté et honoré en fonction de sa valeur, de ses seuls mérites. Tant pis pour les furieux de l'un et de l'autre extrêmismes si le salut peut être obtenu sans passer par leurs dictatures opposées.

C'est à l'immense majorité des esprits et des cœurs de bonne volonté que je m'adresse donc directement.

Et c'est parce que je crois être l'un de ces hommes qui peuvent œuvrer efficacement à cette entreprise de pacification que j'ose me mesurer avec les candidats qui sollicitent la confiance des électeurs de la 5e Circonscription.

NOTRE PROGRAMME

Je vous demande de m'épargner la honte d'avoir à vous soumettre la triste litanie que l'on trouve sur toutes les affiches électorales et qui n'a d'autre objet que d'appâter et de « piper » l'électeur.

Si vous m'accordez votre confiance, je m'engage à organiser, dans le 7e arrondissement, dès après les élections, un réseau très dense de petits groupes de travail hiérarchisés qui me permettront d'étudier avec vous, jour après jour, les problèmes qui me seront posés à l'Assemblée, de

(Suite page 3)

Pour la poursuite du dialogue, les personnes qui désireraient être informées des suites que nous allons donner à notre action, tant sur le plan du 7e arrondissement que sur le plan de nos réalisations sociales peuvent découper ce bulletin, le remplir et le poster à l'adresse suivante :

" LA COMMUNE "

44, rue du Maréchal-Foch

95 - SANNOIS **Tél : 961-50-54**

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Age : _____

Profession : _____

Imp. THEILLET - 95 - Sannois

Gérant de la publication : M. BARBU